

Editorial

Nouveautés 99

Grain de sel, grain de sucre
Le foulard

Dossier

Le Cercle Gaston Crémieux

Chronique d'Israël

La campagne électorale

Compte rendu

Hommage à Albert Memmi

Informations

Activités

la lettre de l'AJHL

Grain de sel, grain de sucre

Ne jetons pas un « voile » sur le « foulard »

Ce qu'il y a de particulier avec l'histoire récurrente du foulard islamique, c'est que les deux camps qui s'opposent à ce sujet traînent derrière eux des casseroles qui n'ont que peu à voir avec les jeunes filles concernées.

Tout d'abord, la casserole grotesque et inadmissible du racisme, qu'on attache aux basques de ceux, laïques de conviction intègre, qui n'admettent pas l'irruption d'un « signe » confessionnel dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement public. Les dérivés, c'est vrai, sont très faciles qui mettent de curieux accents sur les *croix*, les *Kippoth*, ou les *étoiles de David*. Mais on ne peut affirmer sérieusement que le racisme est l'une des valeurs de l'Éducation Nationale.

Il y a ensuite la casserole de l'intégrisme, sanglant et anachronique, qu'on attribue à ceux qui pratiquent une foi minoritaire dans un pays d'accueil de religion différente et majoritaire. Mais il serait, pour le moins, aussi risible qu'intolérable, de voir dans les centaines de milliers de croyants musulmans qui vivent en France des égorgeurs et des assassins.

Enfin il y a la casserole du manichéisme et de la rigidité. En effet, il suffit de parler de ce genre de problème pour être immédiatement catalogué, sans possibilité d'explication, dans l'un ou l'autre des deux camps, comme si toute pensée ne pouvait être que totale ou monolithique.

Or, de quoi s'agit-il ? Il s'agit, si l'on y réfléchit calmement, de deux absences : l'absence d'une définition, d'abord, l'absence d'un dialogue ensuite.

J'ai, comme tout un chacun, entendu ce professeur en grève du collège de Flers parler du foulard comme d'*un attribut de prière*, (c'est moi qui souligne). J'ai, comme tout un chacun, entendu le père de la jeune élève concernée parler du foulard comme de *l'expression incontournable de sa foi*. (C'est moi qui souligne encore).

Essayons d'aller un peu plus loin.

Le foulard, et non le voile, comme il est souvent inconsidérément nommé, est, me semble-t-il, la manifestation d'une culture plus que celle d'une religion. Cette manifestation comporte au moins deux aspects : le premier est, qu'en terre d'Islam, et la lutte des femmes d'Algérie l'atteste, le statut de la femme est infériorisé. Le code algérien de la famille est, à cet égard, l'un des signes les plus infamants de l'inégalité et, à la limite, de « l'encaement », dans lesquels la femme est maintenue.

Le deuxième aspect de cette manifestation est, à proprement parler, autant psychanalytique que sociologique : en effet, dans les pays de culture arabo-islamique, je puis en attester pour y être né, il y a un problème d'ordre sexuel vis à vis de la femme, justement à cause du statut où elle est enfermée, et ce n'est pas le lieu, ici, de débattre de ce problème. La chevelure féminine étant considérée comme l'expression visible de cette sexualité, la culture islamique, (mais peut-être pas la culture musulmane), recommande, quand elle n'ordonne pas, de la cacher.

Nous pouvons constater le fait, sans pour autant porter à son endroit un jugement de valeur. Lorsque les femmes concernées, qu'elles vivent en France ou dans leur pays d'origine, entrent en lutte contre telle ou telle pratique qu'elles jugent inadmissible, moyenâgeuse et antidémocratique, c'est bien, c'est important, et c'est souvent héroïque. Mais en France, nous nous devons d'avoir, dans le domaine de l'enseignement laïque, une rigueur qui ne soit pas de la rigidité, une tolérance qui ne soit pas du laxisme.

Réfléchissons à cette réalité qu'en Turquie, pays d'origine des jeunes filles du collège de Flers, ou en Tunisie, le port du foulard est interdit dans les établissements d'enseignement secondaire. Dans notre pays, nous devrions nous en tenir aux avis du Conseil d'Etat qui recommande de tolérer la présence de ces attributs d'appartenance, dans la mesure où ils ne sont pas l'instrument d'un prosélytisme ou la cause d'un trouble social.

Éditorial

Nouveautés 99

Nous avons, comme les Musulmans et les Chrétiens orthodoxes, le privilège de commencer deux fois la nouvelle année et de pouvoir ainsi deux fois formuler des vœux de toute sorte. Alors ne nous en privons pas ! Que nos adhérents et sympathisants trouvent ici l'expression de ces *meilleurs vœux*.

Et pour fêter cela de façon jubilatoire, il m'a paru judicieux de noter un certain nombre de nouveautés en ce début d'année.

Nouveau l'Euro qui facilitera nos voyages, échanges et amitiés avec dix pays de l'Union européenne, ce qui contribuera ainsi à élargir nos consciences. Nouvelles les adhésions de grands secteurs de l'économie française aux 35 heures hebdomadaires.

Nouvelle, la situation politique en Israël avec l'annonce de prochaines élections et surtout l'annonce de la reprise des pourparlers de paix avec les Palestiniens.

Nouveau le projet de charte commune des organisations laïques, membres du Comité de liaison.

Renouvelé, après l'assemblée générale, le Conseil d'administration et le bureau de l'AJHL. Et, si vous n'y êtes pas, vous êtes toujours à temps de venir travailler avec nous.

Nouveautés enfin, la présentation de cette lettre, mise en page par un professionnel, et la présence de deux billets : celui de Rolland Doukhan qui mettra régulièrement son *Grain de sel, grain de sucre* dans notre prose, et la *Chronique d'Israël* où Sarah Gabbai, journaliste dans divers media israéliens, fera pour nous la synthèse de ce qui se passe d'important dans son pays.

P. F.

A partir de ce constat, il apparaît un peu ridicule d'allumer un incendie médiatique dans tout l'appareil de la laïcité, alors que la vraie question devrait être : face au très sérieux problème de l'intégration, qu'est-ce qui est le plus important ? Ce qui recouvre la tête d'un, enfant, ou ce qu'on y dépose ? Ce qui est à l'extérieur ou ce qui est à l'intérieur ?

Rolland Doukhan

Le Cercle Gaston Crémieux

Entretien avec Jacques Burko, secrétaire général du Cercle Gaston Crémieux

AJHL - Nous souhaitons présenter à nos adhérents les principales organisations juives laïques, parce qu'ils ne les connaissent pas ou les connaissent mal, et nous commençons par la vôtre qui a déjà plus de trente ans d'existence.

J.B. - En effet, le cercle Gaston Crémieux (du nom d'un communard juif marseillais fusillé en 1871) est né en 1967, après la guerre des Six Jours, événement choc qui a fait prendre conscience à beaucoup de Juifs de France de leur identité un peu particulière. Dans la foulée, un groupe de jeunes intellectuels juifs a créé ce cercle pour chercher une identité diasporique. Un an après sa création le cercle est tombé en sommeil, à cause de mai 68, puis il a ressurgi en 1972.

AJHL - Le Cercle est donc l'une des plus anciennes associations juives laïques et il se caractérise comme étant un groupement d'intellectuels, n'est-ce pas ?

J.B. - Oui. L'initiative de départ venait d'intellectuels, puis à sa récréation dans les années 70, il a tenté de se transformer en mouvement « de masse » et il est devenu beaucoup plus populaire. Pendant très longtemps, faute d'autres organisations laïques à Paris, tous ceux qui n'étaient ni religieux, ni militants sionistes venaient chez nous pour des activités conviviales. Avec la création des autres organisations laïques, qui correspondaient chacune à un besoin particulier, le Cercle a retrouvé son profil d'origine : un cercle de réflexion.

A partir de là, nous avons beaucoup réfléchi à l'identité et à la transmission juives dans le contexte particulièrement difficile qui est le nôtre, celui de la diaspora dont Israël n'est pas la seule référence. Il est facile d'être Juif en disant : « Je suis sioniste, je ne vais pas en Israël aujourd'hui mais peut-être irai-je demain ». Ce n'est pas notre cas, nous sommes solidaires d'Israël, nous faisons tout ce que nous pouvons pour assurer sa pérennité et sa paix, mais nous nous reconnaissons comme des citoyens français qui avons une identité minoritaire. La difficulté vient du fait que non seulement nous voulons être indépendants d'Israël et parler avec lui « d'égal à égal », mais que nous sommes également laïques, c'est-à-dire que la référence religieuse ne fonde pas notre appartenance. Bien entendu, il peut y avoir parmi nous des croyants et des pratiquants, mais en tant que groupe humain, la synagogue n'est pas notre référence. La tradition oui, la pratique religieuse non. Et il est bien difficile d'asseoir une identité en récusant tout ce qui en fait traditionnellement le fondement. Telles sont les raisons qui nous poussent à réfléchir.

AJHL - Vos positions sont proches des nôtres ; cependant, j'aimerais savoir jusqu'où va votre solidarité avec Israël et pourquoi

vous n'avez pas participé à la manifestation du 15 novembre à l'UNESCO en faveur de la paix.

J.B. - Pour simplifier à l'extrême et être clair, je dirais que nous avons le sentiment qu'Israël a à l'égard de la diaspora une attitude quelque peu impérialiste. Au début, on concevait la diaspora comme une source de peuplement en disant d'avance que ceux qui ne viendraient pas en Israël finiraient par disparaître par dissolution dans la masse majoritaire ou, qui sait?, à la suite d'un nouveau génocide. Puis, en voyant la persistance de la diaspora et son utilité, on a eu tendance à l'utiliser trop soit comme source de financement, soit comme levier de lobbying aux Etats-Unis. Nous avons eu le sentiment qu'il fallait gagner une sorte d'indépendance à l'égard d'Israël pour pouvoir commencer à parler d'égal à égal entre les deux branches du peuple juif : ceux qui sont en Israël et ceux qui sont en diaspora, les deux étant aussi honorables comme mode d'existence juive et se complétant utilement.

Nous n'avons pas encore complètement réussi, mais nous y arriverons petit à petit car la position israélienne évolue beaucoup, les mentalités changent. Par exemple, le yiddish, qui était récusé, ne l'est plus ; maintenant que la bataille de l'hébreu est gagnée, le yiddish redevient honorable et on s'y intéresse. Une équivalence finira par se mettre en place entre les deux branches du peuple juif et nous attendons ce moment avec impatience. Quant à la manifestation du 15 novembre, nous y avons participé en tant qu'individus mais pas en tant qu'institution.

AJHL - Que représente votre association actuellement ?

J.B. - Nous avons 90 cotisants, 140 personnes reçoivent nos circulaires et nous essayons de faire concorder ces deux réalités ; mais en tant que secrétaire général, j'ai bien vu passer 3 000 noms au Cercle. Les gens passent, puis vont ailleurs ; je crois que le fait d'avoir été les plus anciens a fait essaimer nos idées et nous nous en félicitons. Nous ne sommes pas, à proprement parler un mouvement élitiste, nous n'agissons pas par cooptation, la porte est ouverte à ceux qui veulent venir chez nous, ils peuvent adhérer après quelques rencontres. Mais il s'opère une certaine sélection naturelle parce que nous avons une image « d'intellectuels » ; est-elle usurpée ? En tout cas elle n'est pas voulue. Mais la configuration historique a fait que, au début, c'était un mouvement d'universitaires et que ça l'est un peu resté.

AJHL - Pourriez-vous expliciter certaines des options que vous présentez comme prioritaires, par exemple qu'entendez-vous par « Le Cercle préconise un renouveau des structures communautaires » ? Etes-vous membre du CRIF ?

J.B. - Non. Nous avons failli y être, nous avions demandé notre adhésion mais les conditions nous ont paru très décourageantes et nous y avons renoncé : on nous communiquait volontiers les statuts, mais pas le règlement intérieur car il était impossible de le consulter avant d'être adhérent ; ensuite on nous a expliqué que les organisations adhérentes devaient s'engager à ne pas afficher publiquement d'opinions incompatibles avec celles du CRIF. Or celles du CRIF sont dictées par une majorité qui n'est pas tout à fait démocratique pour des raisons historiques. Vous savez dans quelles circonstances a été fondé le CRIF, pendant la guerre de 39-45 ; il nous semble que la voix des associations fondatrices est encore prépondérante dans cette assemblée et cela ne nous paraît pas très démocratique. Tout cela nous gênait, sans compter les raisons matérielles : cotisation minimale 5 000 F et nécessité de communiquer notre fichier pour prouver notre importance numérique et notre implantation.

AJHL - Donc vous aimeriez que les choses changent au CRIF...

J.B. - Nous aimerions que le CRIF soit ouvert et démocratique, que la minorité ait droit à la parole, que par exemple le CRIF puisse dire que l'action de Nethanyaou n'est pas très bénéfique pour Israël. Or, étant donnée l'opposition interne, le CRIF n'a jamais émis d'opinion publique sur ce sujet, ce que nous regrettons. Les conséquences sont sérieuses : le CRIF se veut une institution représentative mais ne représente qu'une minorité de Juifs de France car une minorité seulement fréquente les associations et que toutes les associations ne sont pas au CRIF. Il ne représente, de ce fait, que 10 % des Juifs de France à peu près, ce qui est fort ennuyeux.

AJHL - Le Cercle préconise également « des contacts avec d'autres groupes minoritaires français », à quels groupes pensez-vous ?

J.B. - Tous ceux qui affirment avoir une identité. Il y a en France plusieurs catégories de minorités. Les minorités régionales comme les Basques, les Catalans, les Corses ou les Alsaciens ont un statut bien précis et leur existence nous intéresse dans la mesure où nous aussi nous représentons un groupe minoritaire, assez faible certes, mais qu'en nous joignant à eux nous pouvons obtenir gain de cause sur certains points. C'est le cas actuellement sur la question des langues minoritaires dont l'enseignement et la valorisation doivent être encouragés à l'échelle européenne, comme le recommande une circulaire à laquelle la France a souscrit. Nous attendons de voir comment cela va se traduire sur le plan budgétaire. En ce moment le débat au sein du Cercle est très vif pour savoir si cela doit se faire dans le cadre de l'enseignement

Cercle Gaston Crémieux
 56 rue de La Rochefoucauld, 75009, Paris
Président
Richard Marienstras, Professeur d'Université.
Vice-Président
Philippe Lazar, Président de l'ORSTOM.
Secrétaire Général
Jacques Burko, Ingénieur.

Trésorier : Edmond Kahn, Chercheur en Biologie.
Activités - Réunions de réflexion, cours d'histoire des Juifs, édition de la revue Diasporiques, qui se veut une revue de libres débats juifs (4 numéros par an).

national, sous l'égide du ministère, ou si ce sont les associations qui doivent en être le moteur ; dans ce cas il importe de collaborer avec les autres minorités françaises pour obtenir des résultats équivalents.

D'autre part, un deuxième groupe de minoritaires nous intéresse davantage encore : ce sont les minoritaires extra-territoriaux, ce que nous sommes nous les Juifs, avec toutes nos composantes sépharades, sépharabes, ashkénazes et autres, mais aussi les Tziganes qui sont intellectuellement dans le même cas, de même que les Arméniens qui représentent un cas particulier en France, malgré l'existence de leur état. Enfin les minoritaires qui viennent d'un État indépendant qui s'occupe de leur culture, de leur langue, etc. comme les pays arabophones par exemple, qui en principe bénéficient d'un appui solide.

AJHL - Sur les diasporas juives vous dites qu'« elles apportent des contributions culturelles et spirituelles uniques et différentes de celles que propose et proposera l'État d'Israël ». Que pouvons-nous apporter, selon vous, aux nations dont nous faisons partie ?

J. B. - La diaspora juive est, parmi les diasporas vivantes et agitées, la plus ancienne, celle qui a le plus prouvé sa pérennité. Quelqu'un disait récemment : « Aujourd'hui les Palestiniens sont les Juifs d'hier, ils sont dispersés, en diaspora ; ils sont dynamiques, ils poussent vers l'éducation, ils ont une ascension sociale spectaculaire dans les pays d'accueil, ils sont partout... Ils prennent la place des Juifs. » Et son interlocuteur de répondre : « Attendez, on verra dans 2 000 ans ». Il est vrai que la pérennité de la diaspora juive en fait un modèle pour toutes les autres diasporas dans la mesure où elles sont conscientes de leur existence et de leur besoin de persister en gardant une identité.

Mais ce n'est pas tout ; je pense que les diasporas, comme la juive, ont effectivement un rôle de levain parmi les nations, cela dit sans verser dans le mysticisme. Je crois que le fait d'être à la fois dispersés et conscients de son identité n'est pas indifférent à la majorité ambiante, que nous sommes un peu « le sel des nations ». Après tout on ne peut pas tout récuser dans l'héritage juif, cela serait stérile !

AJHL - Nous revendiquons tous notre situation de Juifs français en diaspora et nous nous posons tous la question de savoir comment faire pour que cette identité perdure. Quelles sont vos réponses ?

J. B. - La question est difficile et, dans le prochain numéro de *Diasporiques* vous verrez une discussion très vive entre Itzhak Niborsky et moi-même au sujet de : « Peut-on rester Juif sans s'appuyer sur une langue ? ». Lui dit que

non, je pense que oui, car si c'est non on raye 60 % des Juifs de France ! Nous pensons donc qu'on peut rester Juif, même sans langue, même si c'est moins bien.

Nous essayons de nous doter d'outils de transmission. Ainsi avons-nous publié *Temps juif, lecture laïque* (Paris, Liana Levi, 1995) qui résulte de la création, il y a cinq ans, d'une commission sur « Comment transmettre » sans langue, ni religion. Nous avons abouti à l'idée que le temps juif n'appartenait pas qu'à la synagogue, mais à tous les Juifs et que c'était un outil de transmission naturel et commode dans la mesure où cela rythme la vie. Nous avons essayé de ne pas tabler sur les mêmes grandes fêtes que tout le monde et nous avons réussi à publier ce livre après trois ans de travail. Il a fallu résister à la tentation de donner des recettes, en particulier à celle de faire une Bar-Mitsva laïque par exemple, car à partir de là, on se met à imiter de façon un peu arbitraire et qui paraît vite très étriquée quelque chose qui est sanctifié par l'usage, une référence mythique, etc. Nous nous sommes arrêtés avant.

Nous avons également organisé nos cours d'histoire pour donner aux gens une vision cohérente de leur passé. Malgré toutes les lectures que nous pouvons faire, nous avons forcément des lacunes du fait que cela ne nous a jamais été enseigné. Ceci est aussi une des manifestations de notre volonté de durer.

AJHL - Pouvez-vous éclairer pour nous votre conception de la laïcité ?

J. B. - Sur cette question aussi, le débat est très ouvert. Finalement, pour nous, ce qui traduit le mieux notre état d'esprit sur la laïcité, c'est le mot de tolérance ; il ne faut pas être intégriste de la laïcité comme on est intégriste de la religion. Ce n'est surtout pas l'exclusion de l'autre. Par exemple, sur la question récurrente du foulard islamique, nous avons toujours prétendu que c'est l'école qui est laïque et non les élèves. Eux sont des individus qui viennent d'horizons divers, avec des idées diverses, et le rôle de l'école est de les éduquer dans le sens universel de telle sorte qu'ils s'améliorent, qu'ils accèdent à quelque chose de plus que ce qu'ils ont au départ et que peut-être ils évoluent aussi dans leurs pensées par rapport à leur point de départ. Arracher le foulard de la tête d'une pe-

tite musulmane n'est pas un geste adroit et l'exclure est une mauvaise solution car on la rejette alors dans l'enfer de son intégrisme. Nous sommes donc pour la non exclusion des porteuses de foulards, bien que nous n'acceptons pas ce foulard, mais faire violence est une mauvaise solution car au lieu de réconcilier la nation, elle aiguise les extrémismes. Voilà notre position sur la laïcité à l'école.

Quant à la laïcité tout court, nous considérons que chacun est libre de vivre sa vie privée comme il le veut. Nous n'irons pas manifester devant la synagogue le jour de Kippour ! Mais ce qui nous chagrine beaucoup, c'est que le Musée juif de Paris soit fermé le samedi ; c'est scandaleux et nous avons écrit au conseil d'administration pour que ça ne le soit pas. Mais la laïcité, c'est aussi accepter que la buvette du dit musée soit casher parce que, lorsqu'on est croyant on ne peut pas manger autrement mais lorsqu'on ne l'est pas on peut tout de même manger casher, c'est une sorte de trait d'union.

AJHL - Selon vous, quelles sont les perspectives pour les Juifs laïques en France et quelle est votre position par rapport à l'idée d'un mouvement qui regrouperait tous les laïcs ?

J. B. - Les perspectives sont ce que nous en ferons ! Nous ne voulons pas douter de la pérennité de la diaspora juive. Personnellement, je crois que le danger qui nous guette n'est pas une dilution de l'identité personnelle, mais une dilution par le mariage mixte. Dans le cas des enfants de mariages mixtes, on assiste à tout : des enfants qui se considèrent très juifs, mais généralement on voit plutôt une perte d'identité, avec une petite nostalgie, sans plus. Je ne crois pas que ces fuites soient plus fortes en milieu laïque qu'en milieu religieux, mais je ne sais pas s'il y a des statistiques.

Quant à un regroupement des Juifs laïques, nous sommes bien entendu pour, dans la mesure où cela sert à quelque chose. Il y a eu un essaimage de groupes juifs laïques dans les dix dernières années et cette multiplicité n'a pas toujours été claire. Par exemple, nous constatons un certain rapprochement entre AJHL et LDJ et nous nous en félicitons très sincèrement. Nous savons aussi parfaitement que ce sont les différences de personnes qui torpillent les tentatives de fusion, mais ça peut n'être qu'une question de temps. Autre exemple : le CJL regroupe d'anciens communistes, est-ce là une différence pérenne ? Je ne crois pas. Sans doute pourrait-il aussi se fondre dans une entité plus large.

Par ailleurs un regroupement, pour quoi faire ? S'il s'agit de défendre la laïcité, ce n'est pas pertinent. Le Cercle a toujours pris des positions

politiques : nous étions un cercle laïque, diasporiste et de gauche. Cela nous a entraînés dans des manifestations où peu de gens nous ont suivis, par exemple, contre l'intervention israélienne au Liban. Il y a des cas où une différence de sensibilité politique peut jouer, mais dans quelle proportion de cas : le tiers, la moitié ? je n'en sais rien. Il y a énormément de choses que nous pouvons faire ensemble et je ne demande pas mieux qu'on le fasse.

Ainsi, nous allons organiser un débat sur les spoliations des biens juifs pendant l'occupation et nous avons la possibilité d'inviter des membres de la mission Mattéoli. Cela nous ennuerait de le faire dans le cadre du Cercle Crémieux uniquement, si une centaine de personnes ou plus pouvaient en profiter, nous en serions ravis. Aussi allons-nous inviter les autres organisations juives laïques à participer à cette réunion commune dans les semaines qui viennent.

Nous progressons aussi dans la diffusion des informations communes. En plus des articles de fond de *Diasporiques* nous avons décidé de faire une page de *Brèves* qui donnerait des nouvelles diverses sous forme d'une feuille volante encartée dans la revue. Dans cette feuille nous annonçons, par exemple, la soirée que vous organisez avec LDJ le 17 février sur Hannah Arendt à la rue du Cambodge.

AJHL - Vous pouvez, bien entendu, reprendre les informations qui paraissent dans notre lettre. Pour terminer j'aimerais connaître votre position par rapport à la Fédération internationale des Juifs humanistes et laïques, vous n'en faites pas partie n'est-ce pas ?

J. B. - Nous avons été sollicités pour y adhérer, nous avons beaucoup réfléchi et nous avons opté pour ne pas y être car, au moment où cette question s'est posée, il nous a semblé, peut-être à tort, qu'il y avait là encore une sorte de volonté hégémonique israélienne. L'initiative de cette fédération vient des USA, si ma mémoire est exacte. Or, les *secular jews* et les Juifs laïques à la française sont deux notions différentes, bien qu'on puisse en faire un débat et arriver à les concilier. Mais nous avons perçu que tout ceci, en fin de compte, conduisait à « israélieniser » cette fédération, encore une fois, peut-être à tort, mais la question se reposera sans doute prochainement.

AJHL - En effet, je pense que vous faites erreur. La fédération n'est pas sous l'emprise des Israéliens ; l'influence des Américains est, au moins, aussi importante. Par ailleurs la représentation européenne a un grand rôle à jouer et elle le fera d'autant mieux que les adhérents seront plus nombreux.

Dossier élaboré par Paule Ferran à partir de l'entretien mené avec Jacques Burko, le 11 janvier 1999.

Israël et la campagne électorale

L'ancien Premier ministre Shimon Péres aime à dire : « Tous les Israéliens veulent la paix, mais tous les Israéliens ne sont pas prêts à payer le prix de cette paix ». Les faits sont là, évidents : la dissolution de la 14^e Knesseth, qui n'aura servi que la moitié de son mandat, a été provoquée par la coalition d'extrême-droite de Benyamin Netanyaouh, au lendemain des accords israélo-palestiniens, à Wye Plantation. Car il n'était pas question, pour le Parti National Religieux et pour tous ceux qui défendent encore la thèse d'un grand Israël, d'accepter un redéploiement israélien dans cette région où l'histoire ancienne du peuple juif se lit en filigrane. Il est vrai qu'ils ne sont plus très nombreux, puisque près de 65 % des Israéliens s'accordent pour affirmer que la création d'un état palestinien est désormais inévitable. Paradoxal ? Ce n'est certes pas la seule incohérence de la politique israélienne : ainsi, et contre toute logique, l'électorat le plus fidèle à l'économie libérale du parti de droite Likoud, provient des couches les plus défavorisées de la société... Populiste par excellence et respectueux de la tradition, le Likoud répond aussi aux besoins de certains originaires orientaux qui ne pardonnent toujours pas au parti travailliste, ni son élitisme ni les injustices sociales qu'il leur aurait infligées, il y a quarante ans.

Ancrés au cœur même d'une population dont l'hétérogénéité n'en finit pas de s'amplifier, ces réflexes contradictoires s'accroissent en pleine campagne électorale. Ils risquent en effet d'engendrer l'éclatement des deux grands blocs traditionnels, Likoud et Travailliste et de renforcer sur la scène politique la pléthore de listes d'origine ethnique et religieuse, avec lesquelles il va falloir compter dans la prochaine coalition. Sont déjà en lice, pour la consultation législative du 17 mai prochain, deux listes d'immigrants russes, trois formations d'extrême droite, deux partis Verts, un Mouvement pour les droits des Ouvriers, un autre pour ceux des Orientaux, sans compter les trois partis ultra-orthodoxes, qui à eux seuls, représentent déjà près de 18 mandats sur un total de 120. Mais c'est sur le tout nouveau Parti du Centre que les feux restent actuellement braqués : formé par deux

« dissidents » du Likoud, l'ancien Maire de Tel-Aviv Rony Milo et l'ancien ministre des Finances Dan Meridor, auxquels vient se joindre l'ancien chef d'Etat-Major Amnon Lipkin Shahak, le Parti du Centre compte recruter toutes les voix déçues des deux grands blocs. Pronant la modération et la tolérance dans le domaine social, une solution permanente au problème palestinien et l'ouverture de négociations avec la Syrie pour un retrait de Tshal du Liban, ce parti se propose de donner un souffle nouveau aux valeurs essentielles du sionisme à ses débuts. Les pronostics sont optimistes à l'égard de ce parti : entre 10 et 15 mandats.

A cette « balkanisation » de l'échiquier politique israélien, symptôme flagrant du malaise d'une société à la recherche d'un dénominateur commun, vient s'ajouter le changement de la loi électorale - appliquée aux précédentes élections - qui prévoit l'élection directe du chef du gouvernement ; vidés ainsi de tout contenu idéologique réel, les partis sont désormais acculés à choisir un candidat d'abord et avant tout médiatique, éloquent, convaincant. Dans ce contexte, et mises à part quelques exceptions, toutes les plateformes électorales finissent par se ressembler... Pourtant, les enjeux de ces élections n'ont jamais été aussi cruciaux pour l'avenir d'Israël. Le prochain gouvernement aura à décider des frontières définitives de la nation, aussi bien sur le front palestinien qu'au nord du pays ; il devra également tirer le pays de l'isolement dans lequel les maladresses et le peu de crédibilité de Benyamin Netanyaouh l'ont plongé sur la scène internationale ; et puis, sur le plan économique, sans une véritable relance des investissements et des exportations, chômage et récession pourraient aggraver irrémédiablement la situation sociale actuelle. Reste à savoir si, le 17 mai prochain, les Israéliens sauront enfin opter pour le meilleur parmi les quatre candidats à la présidence du Conseil : Benyamin Netanyaouh pour le Likoud, Ehoud Barak du côté travailliste, Amnon Lipkin-Shahak au centre, et Beny Begin à l'extrême droite.

Sarah Gabbai,
journaliste israélienne

Assemblée générale de l'AJHL

Le 12 décembre 1998, l'Assemblée générale de l'AJHL a élu ou réélu les membres de son Conseil d'Administration : Violette Attal-Lefi, Elie Barenfeld, Léon Benyaya, Rolland Doukhan, Paule Ferran, Myriam Goldman, Malvina Krum, Jo Gabizon, Jacky Ghenassia, Jacqueline London, Albert Memmi, Florence Meyer, Izio Rosenman, Charles Scemama, Liliane Temime, Ernest Vinurel.

Le nouveau bureau est ainsi constitué.

Président : Albert Memmi

Trésorier : Léon Benyaya (01 44 68 01 58)

Secrétaires généraux : Elie Barenfeld (01 46 08 45 40) et Paule Ferran (01 42 45 95 59)

Commissions de travail :

Activités : Jo Gabizon, avec V. Attal-Lefi, L. Temime et F. Meyer

Culture : Revue *Plurielles* Izio Rosenman, avec V. Attal-Lefi, R. Doukhan, P. Ferran, J. London ; Lettre de l'AJHL P. Ferran, L. Temime.

Développement : Jacky Ghenassia, avec Léon Benyaya et Florence Meyer qui continuera d'assurer la permanence téléphonique au 01 43 45 46 66.

Elie Zajac ayant quitté le Conseil d'administration, nous sommes à la recherche d'une personne versée en informatique, capable de tenir le fichier et de tirer les étiquettes.

Colloque international sur l'Œuvre d'Albert Memmi

Le colloque international sur l'œuvre d'Albert Memmi qui a eu lieu à Jérusalem du 2 au 5 novembre 1998, est un événement symbolique à plus d'un titre.

Organisé par le Forum des Cultures Méditerranéennes, Mishkenot Sha'ananim et l'Institut Van Leer de Jérusalem, prestigieuses institutions culturelles, il signe la reconnaissance de l'une des composantes de la culture israélienne, la culture méditerranéenne si présente dans l'œuvre d'un écrivain qui intègre dans son analyse identitaire toute la variété de ses sources culturelles : berbères, juives, arabes, francophones.

Ce colloque a bénéficié du soutien de l'Ambassade de France et a été présidé, pour l'une des séances, par Dominique Bourel, universitaire français bien connu pour son travail sur Mendelssohn et la Haskala ; il reflète par là une ouverture politique vers la francophonie israélienne, bien venue et bien ciblée en ces temps difficiles.

Enfin ce colloque, ouvert par un hommage rendu à Shimon Péres à Albert Memmi, organisé et animé avec enthousiasme par Claude Sitbon, lieu de rencontre de personnalités comme Shlomo Ben Ami, Shlomo Elbaz, ou encore Yehuda Lancry avait de fortes résonances politiques et se présentait comme un lieu de confluence pour ceux qui croient en un dialogue entre Juifs et Arabes, en un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et qui sans optimisme béat, avaient tenu à unir leurs bonnes volontés et leurs travaux autour de la personne et de l'œuvre d'Albert Memmi.

Dans ce contexte, la présence d'Helé Béji, femme de lettres et essayiste tunisienne était importante de même que les nombreux messages envoyés par des intellectuels maghrébins ; ces derniers, n'ayant pu maintenir leur participation au colloque à cause d'une situation politique tendue, avaient tenu à témoigner leur admiration et leur amitié à celui qui reste pour de nombreuses générations, Juifs et Musulmans confondus, un maître.

Sans pouvoir couvrir l'ensemble de l'œuvre d'Albert Memmi, le colloque avait fait le choix de présenter une vision panoramique de celle-ci. Sur le plan sociologique était évoquée une méthode spécifique qui consiste à *partir d'un réel vécu pour aboutir à des concepts*. Concepts qui font désormais partie de notre culture et qui sont à ce point utilisés qu'il semblent, pour certains d'entre eux, être passés dans le langage courant. Il



était cependant important de rappeler – comme l'ont fait Edmond Jouve, Michèle Robequain et Alicia Dujovne Ortiz, David Ohana, Eric Cohen – dans quel contexte historique et social s'inscrivait l'analyse des rapports *dominant-dominé, colonisateur-colonisé* ; comment s'était forgée la définition triangulaire de l'identité juive (*judaïsme, judéité, judaïcité*) ; de revenir sur les rapports entre *dépendance, pourvoyance et sujétion*, et sur l'élargissement du concept de racisme à celui d'*hétérophobie*.

Sur le plan de la littérature, c'était à la fois le témoin d'un monde disparu et l'historien d'un groupe minoritaire balayé par l'histoire que saluaient Guy Sitbon, Haïm Saadoun, et Anny Dayan-Rosenman. De leur côté, Robert Elbaz, Denis Charbit, David Mendelsohn, Colette Touitou et Shlomo Elbaz abordaient son œuvre dans une

perspective comparatiste : dans son rapport à la psychanalyse, dans son rapport à l'identité juive, dans son rapport à l'exil, dans son rapport à d'autres écrivains, méditerranéens comme Albert Camus, juifs comme Edmond Jabès, tandis que Charles Bonn dessinait une ouverture vers la littérature maghrébine d'expression française.

La projection à Tel-Aviv du film de Haïm Shiran, une adaptation de *La statue de sel*, montrait à quel point la problématique de l'acculturation reste d'actualité en Israël. L'œuvre, considérée comme un document et une illustration de la condition juive en Afrique du Nord, a été mise au programme pour des milliers d'étudiants de l'Université Ouverte d'Israël. Faisant écho au colloque, une longue interview dans le journal Haaretz et un passage à la télévision présentaient l'auteur au public israélien.

Ce qui est apparu avec force à travers le portrait du sociologue comme à travers celui de l'écrivain, ce sont les convictions de l'homme engagé. Aux côtés des colonisés, aux côtés d'Israël, aux côtés de son groupe d'appartenance, aux côtés des Juifs laïques avec la création de l'AJHL. Ce sont aussi les positions à contre-courant de l'homme courageux, n'hésitant pas à soumettre à une analyse lucide et critique les causes et les mouvements auxquels il avait accordé son soutien.

Mais ce qui est apparu pleinement, lors de la dernière soirée du colloque, c'est le sourire d'un sage plein d'humour dialoguant avec un jeune public conquis.

Anny Dayan-Rosenman et Jo Gabizon

Informations

Comité de liaison des associations juives laïques de France

Ce comité, qui regroupe actuellement neuf associations (AJHL, CBL, Cercle Gaston Crémieux, CERIJ, HABONIM DROR, LDJ, LESHALOM, UFJP, RPJ) avance sur le front des actions, mais aussi sur celui de la réflexion.

La manifestation organisée le 15 novembre 1998 à l'UNESCO en faveur du processus de paix en Israël a vu la participation de nombreux orateurs français, israéliens et palestiniens devant un public de quelques centaines de personnes. D'autres manifestations sont en projet.

Par ailleurs, à la demande de Jo Gabizon actuel secrétaire général du comité, les associations préparent un projet de charte commune qui énoncera les principes fondamentaux communs à ces associations et quelques règles simples de fonctionnement.

Publications

Nous apprenons avec plaisir que le livre de notre ami **Rolland Doukhan**, *L'arrêt du cœur*, paru chez Denoël au milieu de 1998, a obtenu le Prix de la nouvelle du Rotary Club. Ce prix lui a été remis, au cours d'un déjeuner, le 2 décembre dernier.

Joëlle Allouche-Benayoun et Doris Bensimon viennent de faire paraître *Les Juifs d'Algérie, Mémoires et identités plurielles* (Stavit, Paris 1998, 280 F). Après une première partie consacrée à l'histoire de la communauté juive d'Algérie depuis les origines, les auteurs tentent de retrouver le matériau religieux, rituel et culturel de cette communauté à travers les témoignages de personnes originaires surtout du Constantinois et de l'Algérois. La dernière partie est consacrée à l'histoire de la fin du XIX^e siècle et à celle du XX^e marquée par la guerre et les ruptures. Nul doute que cette publication intéressera de nombreux lecteurs.

CONFÉRENCES DU MERCREDI

Ces conférences sont organisées avec Liberté du Judaïsme (LDJ) dans le nouveau local que nous avons retenu pour cette année, une fois par mois, le mercredi à 20 h, 13 rue du Cambodge, Paris XX^e (métro Gambetta). Accueil à partir de 19 h 30, conférence à 20 h suivie d'un débat.

Elles sont gratuites pour les adhérents à jour de leur cotisation, un PAF de 30 F sera demandé aux autres participants.

• Mercredi 17 février

Soirée Hannah Arendt avec *MARTINE LEIBOVICI*, professeur de philosophie, auteur de *Hannah Arendt, une Juive. Expérience, politique et histoire* (Desclée de Brouwer, 1998) et *GERARD HADDAD*, psychanalyste, qui a édité la correspondance entre Hannah Arendt et Kurt Blumenfeld (Collection Midrash, Desclée de Brouwer).

• Mercredi 17 mars

La Haskala et ses prolongements en Europe Orientale, par *HENRIMINCZELES*, historien, auteur de nombreux ouvrages dont *Vilna, Wilno, Vilnius, la Jérusalem de Lituanie* (Paris, La découverte, 1993) et *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif* (Paris, Austral, 1995).

• Mercredi 7 avril

Musulmans, Juifs et Chrétiens du Maroc à la veille de l'indépendance, par *YVETTE KATAN*, professeur d'histoire, auteur d'une thèse sur *Oujda, une ville frontière du Maroc 1907-1956*.

Pour tous renseignements : 01 43 45 46 66.

COURS D'HISTOIRE DES JUIFS

Ce cours assuré par Mme Claude Mossé, professeur émérite d'histoire ancienne, dans une interactivité vivante, remporte un vif succès : de 40 à 50 personnes le suivent. Il a lieu le samedi à 16 h, 13 rue du Cambodge, Paris XX^e (métro Gambetta).

Prochaines séances :

les **23 janvier** et **6 février 1999**. PAF : 20 F. Informations : Jacques Burko (Cercle Gaston Crémieux) au 01 42 80 38 04.

CERCLES DE VIDÉO ET LECTURE

• Dimanche 7 février à 17 h

Vidéo : *Le chanteur de jazz*, premier film avec son de la Warner's Company (1927) en version originale.

Chez Doris Bensimon, tel : 01 47 97 30 63.

• Dimanche 7 mars à 17 h

Débat avec Joseph Klatzman sur son livre *L'humour juif* (PUF, Que sais-je ? 3370) que nous avons présenté dans le numéro 10 de la Lettre de l'AJHL (septembre 1998).

Chez Doris Bensimon. Prenez contact avec elle au 01 47 97 30 63.

RANDONNÉES

• Dimanche 14 février

Parcours non précisé. Renseignements : Mireille Mazoyer-Saül, au 01 43 79 96 84.

• Dimanche 14 mars

D'Écouen à Taverny, 18 km. Rendez-vous à 9h30 à la Gare du Nord sur le quai, direction Persan-Beaumont. Pour tous renseignements : Michel Mohn au 01 45 47 03 90.

Juifs du Maghreb et de la Méditerranée

Ce séminaire, animé par Lucette Valensi, directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Michel Abitbol, Professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem et Anny Dayan-Rosenman, Maître de conférences à l'Université Paris VII Denis-Diderot, s'intéresse à l'histoire des communautés juives de cette région au cours du XX^e siècle, à l'affirmation actuelle d'une identité dont la dénomination est incertaine (Juifs sépharades, orientaux, maghrébins, etc...), et aux efforts de transmission culturelle et cultuelle de cette nouvelle identité.

Le séminaire, qui a débuté le 19 novembre, a lieu le premier et troisième jeudi du mois de 17 heures à 19 heures, 105 boulevard Raspail, 75006, Paris, salle 2.

Prochaines séances : **21 janvier, 4 février, 18 février, 4 mars, 18 mars 1999** à 17 h.

Thème traité au cours de ces séances : *Culture politique des Juifs du Maghreb* avec intervention de témoins.

Judéo-Web 99

Premier salon multimédia de la communauté « on line ».

Consacré à Internet et aux nouvelles technologies, ce salon verra la participation de toutes les organisations de la communauté qui sont présentes sur le Web. Nous y serons avec LDJ.

Dimanche 28 mars de 11 h à 19 h à la Mairie du XI^e arrondissement, 15 rue Merlin, Paris, Salle polyvalente.

Avis aux adhérents

Les adhérents dont les cotisations viennent à échéance au premier trimestre sont invités à renouveler leur adhésion dès que possible. Attention ! L'adhésion passe à 350 F pour deux raisons.

Le numéro de la revue *Plurielles*, consacré aux langues juives, qui doit paraître au cours de ce trimestre, est d'une exceptionnelle ampleur ; le coût de fabrication et d'envoi est donc augmenté. Elle vaudra d'ailleurs 80 F au numéro.

Nous cherchons un local à Paris pour nous y installer au mois de septembre. Merci de votre compréhension.

Envoyez vos chèques libellés à l'ordre de l'AJHL à Léon Benyaya, 11 rue Sidi-Brahim, 75012, Paris.

CÉLÉBRATION LAÏQUE DES FÊTES JUIVES

Nous continuons la réflexion sur ce sujet avec nos amis de LDJ. Prochaines rencontres :

Pourim, lundi 1er mars 1999 à 19 h

Réflexion sur le rouleau d'Esther autour d'un buffet. Les personnes intéressées doivent apporter leur bible. Les enfants sont bienvenus.

Chez Marlyse Kalfon, inscrivez-vous auprès d'elle au 01 45 41 09 97.

Pessah, 31 mars 1999 à 19 h.

Chez Juliette Baruch, inscrivez-vous auprès d'elle au 01 45 75 47 47.

Participation aux frais : 150 F par personne.

Dernière minute

Voyage à Prague du 19 au 21 mars.

Prendre contact avec Doris Bensimon avant le 5 février au 01 47 97 30 63.

La lettre de L'AJHL

Bimestriel - Janvier 1999 - n°12

Prix au numéro : 15 F

Directeur de la publication : Albert Memmi

Coordination : Paule Ferran

Rédaction de ce numéro : Anny Dayan-Rosenman, Rolland Doukhan, P. Ferran, Sarah Gabbai, Jo Gabizon.

Mise en page : Ibis Press

Imprimeur : COPYFAC, 21 rue Linné - 75005 Paris

Association pour un Judaïsme Humaniste et Laïque (loi de 1901)

11 rue de Clamart, 92100, Boulogne-Billancourt. Tél /Fax : 01 43 45 46 66